



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

SUTE 69 educ69@cnt-f.org / 44 rue Burdeau 69001 Lyon

<http://www.cnt-f.org/cnt69/union/cnt-educ-69/>

9 octobre : Public, privé contre l'offensive libérale! Contre l'attaque des services publics!

Des cadeaux aux entreprises!

Macron qui se veut patron de la "star-up France" remet au goût du jour les vieilles recettes, dans le budget 2019, on voit réapparaître les baisses de cotisations patronales. Pourtant un organisme tel que la cour des comptes (qui n'est pourtant pas un repaire de gauchistes) a dit par le passé que cela n'avait aucun effet; si ce n'est bien évidemment de continuer à enrichir les patrons et les actionnaires. A cela il faut ajouter la baisse des impôts sur les sociétés qui doivent passer de 33,3% à 25% d'ici 2022. Pendant ce temps, l'ensemble des prestations sociales sont gelées, les pensions de retraites diminuent, le point d'indice des fonctionnaires ne bouge pas! Malgré cela, le PDG de la France souhaite s'attaquer à l'assurance chômage et au système de retraite.

Fonction publique: Attaques de toutes parts!

Pour la fonction publique, tout est dans CAP 2022, c'est le rapport du comité d'action publique 2022, que le gouvernement n'a pas voulu mettre en avant, mais qui doit présager des grandes réformes de l'état. Et bien évidemment ce n'est rien d'autre que la mise sous pli de la fonction publique au concept de nouvelle gestion publique avec comme but la liquidation totale des services publics. Le fil rouge de ce projet gouvernemental reste encore et toujours la baisse des dépenses publiques. L'objectif de 120 000 suppressions de postes d'ici 2022 a déjà été annoncé. Le tout accompagné d'une politique de gestion du personnel issue du management privé : recrutement systématique par contrats, salaire et évolution au mérite, plan de départs volontaires. Pour les fonctionnaires, cela signifie la casse du statut. Or les services publics sont une donnée essentielle, notamment pour les classes populaires. Réduire ceux-ci revient à rendre encore plus précaire la vie des plus pauvres.

Education: Poursuivre et accélérer le démantèlement

Un pan de CAP 2022 est réservé à l'éducation, et évidemment la première chose est la transformation des chefs d'établissement en une caste de petits patrons-managers. Le gouvernement souhaite leur donner la possibilité de déroger aux accords de la fonction publique sur l'ensemble des points du statut (rémunération, temps de travail, mobilité...) et de mettre en place des accords sociaux locaux (intéressement collectif, etc.). Blanquer a annoncé 2 600 suppressions de postes pour l'EN en 2019, alors que les effectifs sont en hausse constante ! Dans le supérieur, les ravages de la LRU et les conséquences des IDEX ont déjà permis une réduction de postes et le CNRS a annoncé un passage de 300 à 250 postes de chercheurs au concours cette année. La réforme du lycée professionnel est là pour permettre aux chambres de commerce et d'industrie de dicter la création de filières suivant les embauches locales. Cela entraîne un déterminisme social en fonction du lieu de vie. La même chose sera mise en place dans le supérieur avec des universités à deux vitesses : dans les grandes villes, des IDEX devenus université de recherche intensive et dans le reste du pays, des universités de proximité répondant aux besoins des patrons locaux. La volonté est de répondre à des objectifs capitalistes court-termistes qui réclament de la main d'oeuvre bon marché. En aucune manière, les élèves et leur futur sont pris en compte. Cela se manifeste clairement dans la réforme du lycée professionnel avec les baisses générales d'heures de cours avec une chute brutale des heures d'enseignement général (lettres, histoire et maths). Après les massacres de Parcoursup (et la loi ORE), c'est la fin programmée de la possibilité de poursuite d'études dans le supérieur pour les lycéens pro.

Les travailleurs et travailleuses de l'éducation de la CNT réaffirment que l'éducation et la recherche sont un processus social et collectif qui doit permettre aux élèves, étudiant-e-s, enseignant-e-s et chercheur-e-s de s'approprier consciemment des connaissances, de trouver du sens dans le travail proposé et d'expérimenter des relations de coopération. La liberté pédagogique et de recherche est une condition de l'efficacité professionnelle. Avant de vouloir évaluer à tout, il est plus qu'important de se rappeler les conditions sociales, culturelles et temporelles dans lesquelles évoluent les élèves et les étudiant-e-s, et donc de s'opposer à cette école du tri social basée sur le fichier, la sélection, le contrôle, le management et la précarisation.

Pour peser sur les conditions sociales des élèves et de leur familles, il est indispensable de se joindre à la journée du 9 octobre. Celle-ci doit être une première étape pour mettre en lumière les attaques à venir et créer un front commun à l'ensemble des salarié-e-s

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 9 OCTOBRE 2018
MANIFESTATION A 10h30 place des Brotteaux